



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

## Octobre 2016

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

### VIE DE L'IRSEM (p. 1)

Dernières publications, événements, soutenance de thèse, actualité des chercheurs

### VEILLE SCIENTIFIQUE (p. 6)

Religion et conflits, forces armées et relations transatlantiques, sécurité maritime, défense et société, armement et économie de défense, Afrique, Moyen-Orient, Russie

### BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE (p. 11)



### À VENIR (p. 15)

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS



#### Note de recherche n°30 - 2016

« **Corée du Nord : l'impossible dénucléarisation** », de **Marianne PÉRON-DOISE**, chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes à l'IRSEM.

Des années 1990 à 2016, la Corée du Nord a développé un programme d'armes de destruction massive, balistique et nucléaire, que ni les offres de négociations multilatérales sous l'égide des États-Unis ou de la Chine, ni les sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies n'ont su endiguer. Cette note de recherche revient sur les conditions politiques et techniques dans lesquelles s'est inscrite cette démarche d'acquisition nord-coréenne. Elle met en relief la constance du régime, l'investissement consenti mais également le coût diplomatique du programme avec l'isolement grandissant du pays. Elle souligne également la mutation idéologique du régime puisque le nucléaire est passé d'outil de négociation à celui d'une arme de dissuasion, jusqu'à devenir l'unique

source de légitimité du pouvoir. C'est dire qu'il a acquis une dimension stratégique et politique difficilement négociable et laisse peu d'espace à l'ouverture d'un dialogue avec la communauté internationale. C'est dans ce contexte que le cinquième essai nucléaire nord-coréen du 9 septembre 2016 suscite un débat de fond, porteur de nouvelles tensions régionales, où dominent les interrogations suivantes : faut-il prendre au sérieux la menace nucléaire brandie par Kim Jong-un ? Si oui, les sanctions restent-elles l'outil le plus efficace pour la contenir ? Enfin, la garantie de sécurité américaine fonctionne-t-elle toujours ?

source de légitimité du pouvoir. C'est dire qu'il a acquis une dimension stratégique et politique difficilement négociable et laisse peu d'espace à l'ouverture d'un dialogue avec la communauté internationale. C'est dans ce contexte que le cinquième essai nucléaire nord-coréen du 9 septembre 2016 suscite un débat de fond, porteur de nouvelles tensions régionales, où dominent les interrogations suivantes : faut-il prendre au sérieux la menace nucléaire brandie par Kim Jong-un ? Si oui, les sanctions restent-elles l'outil le plus efficace pour la contenir ? Enfin, la garantie de sécurité américaine fonctionne-t-elle toujours ?



#### Note de recherche n°31 - 2016

« **Les enjeux de la stratégie chinoise de "défense active"** », dirigée par **Juliette GENEVAZ**, chercheuse Chine à l'IRSEM.

L'idéologie du « rêve chinois » de Xi Jinping a un volet militaire : la stratégie de « défense active ». Cette stratégie se traduit par une posture extrême-

ment défensive vis-à-vis du voisinage oriental de la Chine, sur fond de rivalité exacerbée avec les États-Unis.

La clef de voûte de cette politique est la dissuasion. Le parti-État soutient activement l'industrie nationale de défense. La modernisation de la marine de l'Armée populaire de libération chinoise (APL) s'accompagne depuis dix ans d'une stratégie dite de « découplage », visant à dissocier les intérêts américains de ceux de leurs alliés dans l'océan Pacifique.

La défense active de Xi Jinping a considérablement accru les tensions en Asie depuis quatre ans. La nouvelle ambivalence de Pékin dans le domaine nucléaire interroge son principe, jusqu'ici intangible, de ne pas faire usage en premier de l'arme nucléaire. L'alternance politique à Taiwan en 2016 a aussi fait ressurgir le spectre d'un séparatisme taïwanais, qui reste la première menace à l'intégrité nationale pour Pékin.

## ÉVÈNEMENTS

### 3 octobre : rentrée du séminaire Jeunes Chercheurs



L'une des missions de l'IRSEM est de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs sur la défense et la sécurité, en soutenant financièrement des doctorants et post-doctorants, et en les encadrant dans un séminaire mensuel à l'École militaire. Au total, depuis sa création, l'IRSEM a formé ainsi plus d'une centaine de Jeunes Chercheurs, qui constituent la « relève stratégique ».

Le séminaire de rentrée a eu lieu le 3 octobre, à l'École militaire. L'objectif de cette première séance était de faire connaissance, présenter les institutions représentées (IRSEM, DEMS, SHD) et l'organisation du

séminaire. En deuxième partie, le professeur Hervé DRÉVILLON (Université Paris-1 – SHD) a donné la première conférence, sur *Les territoires de la guerre : une perspective historique*.

Cette année, le séminaire évolue de deux manières. D'une part, il s'élargit en partenariat avec deux autres organismes du ministère de la Défense, la Direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) et le Service historique des armées (SHD), pour accueillir leurs doctorants respectifs, dont des officiers de l'École de Guerre dans le cadre de la convention passée entre la DEMS et l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne. Cet élargissement permet de diversifier les profils des Jeunes Chercheurs, d'accroître leur réseau et de développer des synergies au sein du ministère de la Défense tout en restant tourné vers la recherche universitaire.

D'autre part et pour accompagner cette ambition, le séminaire a désormais deux temps : en plus de la séance habituelle abordant des questions méthodologiques et au cours de laquelle l'un des doctorants présente ses travaux, s'ajoute désormais une conférence d'un chercheur invité, dont l'un des doctorants sera le discutant, dans le cadre d'un cycle thématique.

Le thème de cette année est *Territoire et conflits* : « la lutte contre le terrorisme global soulève le paradoxe d'affronter un phénomène extraterritorial et transnational en mettant en œuvre une action fortement territorialisée passant par le contrôle des frontières, la surveillance de sites sensibles, ainsi que la prise en compte d'une menace diffuse susceptible de se manifester n'importe où et à n'importe quel moment. Cette évolution semble évoquer le retour à une posture de défense centrée sur la protection du territoire, qui, en réalité, n'avait jamais vraiment disparu, puisque la sauvegarde du sanctuaire national a toujours constitué l'un des piliers de la dissuasion. Toutefois, les évolutions présentes suggèrent moins le retour des territoires que l'émergence de nouvelles formes de territorialité.

Ce séminaire s'est donc proposé de réfléchir à la diversité des régimes de territorialité mobilisés dans la guerre. Conformément au programme et à l'ambition des Études sur la guerre, il s'y est employé en sollicitant diverses approches disciplinaires (droit, sciences de l'information, histoire, science politique, géographie, etc.).

**5 et 6 octobre : colloque « Les nouveaux visages des armées africaines » (organisé par le lieutenant-colonel Jérôme DE LESPINOIS et Sonia LE GOURIEL-LEC)**



**5 octobre : séminaire « Étudier la guerre » (avec le lieutenant-colonel Olivier ENTRAYGUES)**



En décembre 2015, l'IRSEM publiait un numéro de la revue *Champs de Mars* sur les armées africaines. Depuis, les initiatives autour de cet objet se sont multipliées. Il était évident que l'IRSEM serait dans son rôle en réunissant pendant deux jours tous les acteurs à l'initiative de ces projets, afin de faire converger nos réflexions sur un sujet majeur. Les 5 et 6 octobre se sont succédé 45 intervenants, dont 17 étrangers. Cette richesse a permis de décroïsonner la recherche francophone. Les chercheur(e)s ont rappelé qu'il n'y a pas un modèle unique d'armée africaine et que leurs missions évoluent avec la volonté d'africaniser la sécurité sur le continent. Notre appel à communication a reçu près de 110 réponses, principalement sur les armées d'Afrique anglophone, à l'exception notable du Nigéria. Malheureusement, nous avons constaté que les approches sociologiques restent encore sous-représentées.

L'efficacité militaire a été l'objet de nombreux débats et un fil conducteur de ces deux jours. Marielle DEBOS (Université Paris-Ouest Nanterre) a d'ailleurs rappelé que ce qui est considéré comme un dysfonctionnement pour les uns ne l'est pas pour les autres. Il reste donc aux chercheur(e)s à étudier de manière systématique et comparative l'efficacité militaire des acteurs non occidentaux (et non étatiques) pour enrichir notre compréhension du phénomène.

Le lieutenant-colonel Olivier ENTRAYGUES (chercheur à l'IRSEM) est responsable d'une section « Étudier la guerre » au sein de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES), qu'il réunit lors de séminaires à l'IRSEM. Celui du 5 octobre, consacré au « Temps long historique et aux cycles de la guerre », accueillait le professeur Bernard WICHT, de l'Université de Lausanne. La guerre peut être appréhendée par le prisme du système monde entre États du centre leaders et périphéries.

**18 octobre : séminaire co-organisé par l'IRSEM et l'Asan Institute for Policy Studies, sur *Xi Jinping's China Facing Northeast and Southeast Asia*, à Séoul (Corée du sud)**

L'IRSEM a co-organisé avec The Asan Institute for Policy Studies un séminaire fermé à Séoul, en Corée du Sud, sur « Xi Jinping's China Facing Northeast and Southeast Asia ». Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER (directeur de l'IRSEM), Benoît DE TRÉGLODÉ (directeur de recherche à l'IRSEM), Hugo MEIJER (chercheur à l'IRSEM), ainsi qu'Emmanuel PUIG (DGRIS) et Sébastien COLIN (CEFC Hong Kong), y participaient, avec une demi-douzaine d'experts coréens. Le séminaire, qui a duré cinq heures, a porté d'abord sur la Corée du Nord et les enjeux sécuritaires en Asie du Nord-Est, et ensuite sur la Chine et les enjeux sécuritaires en mer de Chine du Sud. Au cours de ce déplacement, l'équipe de l'IRSEM a également rencontré des chercheurs de l'Université Yonsei, du Korean Institute for

Maritime Affairs (KIMS) et du Korean Institute for Defense Analyses (KIDA), avant de se séparer pour accomplir des terrains de recherche en Corée du Sud, en Chine et à Taiwan.



En mission à Taipei, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER a eu des entretiens avec le vice-ministre des Affaires étrangères, le Secrétaire général adjoint du Conseil national de sécurité, le président de la Strait Exchange Foundation, ainsi qu'au ministère de la Défense et avec des chercheurs de l'Academia Sinica, du Center for Security Studies de l'Institut des relations internationales, du Center for Southeast Asian Studies et du China Council on Advance Studies de la National Chengchi University. Il a également donné une conférence à l'Université de défense nationale (NDU).

**18 octobre : participation au salon Euronaval (avec Marianne PÉRON-DOISE, la Contrôleuse des armées Marie-Noëlle QUIOT, Caroline VERSTAPPEN, et Olivia RONSAIN)**

L'IRSEM était présent lors de l'ouverture de la 25<sup>e</sup> édition du salon international Euronaval organisé du 17 au 21 octobre 2016 au Bourget. L'institut, en partenariat avec l'Agence européenne de défense (AED) et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS), s'est associé à la préparation du colloque d'ouverture du salon tenu le 18 octobre. Le thème choisi, « Ensemble rendons les océans plus sûrs », a rassemblé acteurs institutionnels, opérationnels et industriels pour évoquer la complexité et l'interconnexion des enjeux de sécurité liés à la protection du domaine maritime.

Qu'il s'agisse de lutter contre la pêche illicite, l'immigration où d'intervenir dans un conflit hybride, il a été

souligné que l'industrie navale européenne devait pouvoir s'adapter à un ensemble de missions allant du bas au haut du spectre. Indépendamment de leurs visions maritimes propres - police des mers ou guerre navale - et de la stratégie des moyens qu'ils envisagent d'y associer, les intervenants se sont accordés sur la nécessité de coopérer, de rechercher l'interopérabilité et la mutualisation pour gagner en efficacité et éviter la rupture capacitaire.



## SOUTENANCE DE THÈSE

Lundi 10 octobre, Geoffroy MURAT, Jeune Chercheur de l'IRSEM, a soutenu sa thèse en sciences de gestion, à l'Université de Bourgogne, intitulée : « L'éthique dans les organisations militaires : traduction sur le terrain et enseignements pour les sciences de gestion », sous la direction de Samuel MERCIER. Le jury était composé de Robert PATUREL (professeur à l'Université de Bretagne occidentale), Sébastien POINT (professeur à l'école de Management de Strasbourg), Slimane HADDAJ (professeur à l'Université de Bourgogne), et Frédéric RAMEL (professeur à Sciences Po Paris).

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



### Delphine ALLÈS

- Séminaire « Le dialogue interreligieux pour la paix : pistes pour une approche critique », Laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique Hannah Arendt (LIPHA - Paris Est), 3 octobre 2016.



### Fatiha DAZI-HÉNI

- Article « The Smaller GCC States' Foreign Policy and Regional Role », *Orient*, IV/2016, p. 27-33.



### Sonia LE GOURIELLEC

- Article « [Djibouti dans le jeu international](#) », *Esprit*, octobre 2016, p. 13-16.

- Article « [Des armées africaines de plus en plus engagées sur le continent](#) », *Lemonde.fr*, 4

octobre 2016.

- Conférences « L'Afrique de l'Est et la Chine, et le jeu des acteurs extérieurs » et « L'Éthiopie dans une zone de plus en plus convoitée », Strategic Dialogues (2<sup>e</sup> édition), *HEC Center for Geopolitics – OCP Policy Center*, 17 octobre 2016.

- Interview « ["Oui, mon commandant...", version 2016](#) », *Africa4*, 2 octobre 2016.

- Interview « [Afrique. Que peuvent en pratique les armées africaines ?](#) », Les Enjeux Internationaux, *France Culture*, 4 octobre 2016.

- Interview « [On oublie trop souvent le rôle positif de certaines armées africaines](#) », *LePoint.fr*, 4 octobre 2016.



### Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Conférence « Autonomous Weapon Diplomacy: the Geneva Debates », Honsei University, Department of Public Administration, Séoul, Corée du Sud, 17 octobre 2016.

- Conférence « Autonomous Weapon Diplomacy: the Geneva Debates », National Defense University (NDU), Graduate Institute of China's

Military Affairs Studies, Taipei, Taiwan, 21 octobre 2016.

- Animation de la table ronde « Les jeunes chercheurs et la recherche aréale », *Journée des GIS sur les études aréales*, CNRS et Alliance ATHENA, Bibliothèque universitaire des langues et civilisations, INALCO, Paris, 24 octobre 2016.

- Participation à un exercice de simulation « Managing the Use of Autonomous Weapons », Chatham House, Londres, Royaume-Uni, 13-14 octobre 2016.



### Jérôme DE LESPINOIS

- Article « [Le général Brohon et l'opération de Suez, une intégration franco-britannique réussie](#) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 263, 2016, p. 65-76.

- Interview « [Les guerres longues vont-elles épuiser les armées occidentales ?](#) », Lignes de défense, *RFI*, 16 octobre 2016.



### Nicolas MAZZUCCHI

- Article « [Le cyberterrorisme à l'épreuve de la réalité](#) », *Cahiers de la sécurité et de la justice*, 35-36, 2016, p. 125-130.

- Article « [Le meurtre pour les nuls](#) », *Medium*, 49, octobre-décembre 2016, p. 128-136.

- Conférence « Enjeux économiques et stratégiques du domaine maritime français », colloque *Souveraineté maritime*, Centre de Recherches de l'EONG, Melun, 18 octobre 2016.

- Conférence « Le rapport entre violence et technologie », colloque *Quelle guerre, quelle victoire ?*, ANAJ-IHEDN, Paris, 18 octobre 2016.

- Conférence « Les Relations Internationales », Enseignement militaire supérieur spécialisé et technologique (EMSST dépendant du CDEC), Paris, 17-21 octobre 2016.

- Conférence « The Dependence Over Strategic Materials in Renewable Energies and Energy Efficiency: a New Energy Security Issue », *World Energy Congress*, Istanbul, 9-13 octobre 2016.



**Alice PANNIER**

- Article « [From One Exceptionalism to Another: France's Strategic Relations with the United States and the United Kingdom in the Post-Cold War Era](#) », *Journal of Strategic Studies*, 4 octobre 2016.

- Conférence « The Challenges of Bilateral Cooperation in International Security: France and Britain in the War in Libya », Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS), Johns Hopkins University, 17 octobre 2016.



**Marianne PÉRON-DOISE**

- Article « La piraterie somalienne : un état des lieux en demi-teinte », *Diplomatie*, numéro spécial « Sécurité maritime et développement en Afrique », octobre 2016, p. 40-44.

- Article « [Corée du Sud : une puissance navale ascendante en Asie orientale](#) », *Défense et sécurité internationale*, hors-série 50 « L'avenir de la guerre en mer », octobre 2016, p. 52-55.

- Conférence « Le sécurité, la sûreté maritime et le développement en Afrique », *Side Events*, Sommet extraordinaire de l'Union africaine à Lomé, Togo, 10-15 octobre 2016.

- Conférence « Together for Safe and Secure Oceans », *Colloque Euronaval*, Paris, 19 octobre 2016.



**Pierre RAZOUX**

- Chapitre « Bush père et fils face à Saddam Hussein » in Alexis Brézet et Vincent Trémolet (dir.), *Les grands duels qui ont fait le monde*, Perrin, octobre 2016.

- Article « Témoignage d'un appelé du contingent » in Christophe Lafaye, *Entreprendre et réussir – Histoire du 19<sup>e</sup> régiment du génie*, éditions Pierre de Taillac, octobre 2016, p. 136-137.

- Conférence « Les nouveaux enjeux géopolitiques : Risques et opportunités », HEC, Paris, 5 octobre 2016.

- Conférence « Quelques clés pour comprendre la nouvelle donne géopolitique au Moyen-Orient », Sciences Po Paris, 13 octobre 2016.

- Conférence « Les enseignements tactiques des guerres du Golfe », École militaire, 14 octobre 2016.

- Conférence « Brexit : quelles conséquences stratégiques ? », Sénat, 17 octobre 2016.

- Interview « [Shimon Peres fut-il cet "ardent défenseur de la paix" ?](#) », *L'Opinion.fr*, 29 septembre 2016.

- Interview « Le Rafale va redonner une allonge stratégique à l'armée de l'Air indienne », *Air & Cosmos*, 2516, 30 septembre 2016, p. 15.

- Interview « [Offensive sur Mossoul : et après ?](#) », émission « Décryptage », *RFI*, 20 octobre 2016.

- Interview « [Mossoul : une bataille, zéro stratégie](#) », *Le Point.fr*, 21 octobre 2016.

**VEILLE SCIENTIFIQUE**

**RELIGION ET CONFLITS**

Emmanuel-Pierre GUITTET (dir.), « [Questions de méthodes. Savoir-faire des études critiques de sécurité](#) », *Cultures et Conflits*, 101, été 2016, p. 7-15.

Les études critiques de sécurité n'ont pas échappé au regain d'intérêt pour la méthodologie qui s'est exprimé ces dernières années sur les Relations Internationales en particulier, et sur les sciences sociales en général. Existe-t-il une approche méthodologique spécifique répondant aux impératifs critiques de ces études ? Ce numéro de *Cultures et Conflits* vise à ouvrir un espace de dialogue sur les pratiques méthodologiques à l'épreuve du réel et les « bricolages méthodologiques » comme source, obstacle et espace pour le développement d'une critique affinée, assurée et engagée au sein des études de sécurité.

Pinar SELEK, « [Quand les apatrides contestent](#) », *Cultures et Conflits*, 101, été 2016, p. 165-187.

Le cas des mouvements arméniens, depuis un siècle, met en lumière les rapports entre les trajectoires politiques et les trajectoires territoriales des mobilisations, ainsi que l'interdépendance des mobilisations sociales et politiques. L'article aborde les évolutions de la structure de la diaspora arménienne depuis ses origines jusqu'à aujourd'hui, en fonction des évolutions de la scène internationale et transnationale. La structuration politique de la diaspora donne lieu à des lignes de fracture avec les Arméniens de Turquie, tout en favorisant les opportunités de contestation dans ce pays. Une analyse longitudinale permet d'expliquer les derniers développements de la diaspora et ses relations avec le mouvement arménien turc actuel. L'enjeu est de préciser les bases sur lesquelles les mobilisations favorisent le développement des réseaux

transnationaux qui dépassent les frontières tant nationales qu'organisationnelles.

**Delphine ALLÈS**

## FORCES ARMÉES ET RELATIONS TRANSATLANTIQUES

Paula HOLMES-EBER *et al.*, « [U.S. Marines' Attitudes Regarding Cross-Cultural Capabilities in Military Operations: a Research Note](#) », *Armed Forces and Society*, 42:4, octobre 2016, p. 741-751.

Les armées américaines ont dû réapprendre dans les années 2000, en Irak et en Afghanistan, à intervenir dans des conflits de type contre-insurrectionnel. Pour ce faire, elles ont consacré beaucoup de temps et d'argent au renforcement d'une compétence clé lors d'une intervention dans un environnement de type irrégulier : celle d'interagir avec une autre culture que la sienne.

Cette note de recherche, basée sur un sondage menée auprès d'un échantillon de 2406 membres du Corps des Marines, cherche à identifier quels facteurs, d'ordre social, démographique ou liés à l'expérience personnelle, influent positivement ou négativement sur la prise en compte des aspects culturels dans les opérations militaires par la personne sondée.

Les facteurs les plus déterminants seraient en fait ceux liés à l'expérience personnelle : maîtrise de la langue, contexte familial multiculturel, habitude d'avoir voyagé en dehors des États-Unis et interactions multiples avec la population locale lors d'un déploiement précédent. Les auteurs préconisent donc que les armées prennent en compte ces facteurs lorsqu'ils désignent des hommes et des femmes pour occuper des postes nécessitant de faire montre d'importantes compétences transculturelles.

**LCL Arnaud PLANIOL**

Alessandro SCHEFFLER CORVAJA, « [Beyond Deterrence: NATO's Agenda after Warsaw](#) », 5 octobre 2016, 13 p.

Peu après le sommet de Varsovie de l'OTAN, la Fondation Konrad Adenauer a convoqué vingt experts de neuf pays membres de l'OTAN pour discuter de l'avenir de l'agenda stratégique de l'Alliance. Les résultats de ces discussions, et les recommandations qui en sont issues, sont résumés dans un nouveau rapport publié par Alessandro SCHEFFLER CORVAJA. Ce rapport souligne plusieurs points importants. Première-

ment, bien qu'une stratégie pour le flanc oriental soit désormais en place, l'OTAN n'a pas encore d'approche cohérente vis-à-vis de son flanc Sud. Deuxièmement, à long terme les efforts de l'OTAN restent dénués de sens sans une amélioration significative de ses capacités militaires - ce qui nécessitera la continuation des récentes tendances à la hausse des dépenses militaires au sein de l'Alliance. Troisièmement, même lors du sommet de Varsovie une nouvelle initiative de coopération OTAN-UE a été annoncée, et bien qu'il soit le premier à être accompagné de tâches spécifiques pour les deux bureaucraties, il reste à voir si une plus grande coopération OTAN-UE est concrètement réalisable.

Hylke DIJKSTRA *et al.*, « [Forum: The EU Global Strategy](#) », *Contemporary Security Policy*, 37:3, 10 octobre 2016, p. 369-472.

Le dernier numéro de la revue *Contemporary Security Policy* propose un « forum » où plusieurs chercheurs analysent la nouvelle « Stratégie globale de l'Union européenne » présentée par Federica MOGHERINI, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, en juin 2016. Ce « forum » inclut, notamment, un article de Sven BISCOP, qui s'interroge sur la capacité de l'Union européenne (UE) à développer l'« autonomie stratégique » évoquée dans la nouvelle Stratégie globale de l'UE alors que les États-Unis mettent en œuvre un « pivot » vers l'Asie et que le Royaume-Uni, à la suite du *Brexit*, s'apprête à négocier la procédure de sortie de l'UE. Le forum propose également un article de Jolyon HOWORTH qui examine la stratégie de l'UE vis-à-vis des nouvelles puissances émergentes telles que la Chine, le Brésil et l'Inde.

Thierry BALZACQ et Myriam DUNN CAVELTY, « [A Theory of Actor-Network for Cyber-Security](#) », *European Journal of International Security*, 1:2, 2016, p. 176-198.

Cet article de Thierry BALZACQ et Myriam DUNN CAVELTY vise à montrer que certains principes de la théorie de l'acteur-réseau, aussi connue sous l'abréviation ANT (*Actor-Network Theory*) permettent une meilleure compréhension des enjeux de la cybersécurité. Pour ce faire, l'article combine l'analyse de concepts clé de l'ANT avec un examen empirique de *Stuxnet*, le ver informatique avec lequel, en 2010, les États-Unis, en coopération avec Israël, ont attaqué les centrifugeuses iraniennes d'enrichissement d'uranium. Bien que cet article se concentre sur la cybersécurité,

il cherche également à indiquer concrètement comment les chercheurs en études de défense et de sécurité peuvent mobiliser les concepts et les méthodes de l'ANT.

Hugo MEIJER

## SÉCURITÉ MARITIME

Timothy WALKER et Barthelemy BLEDE, « [Fulfilling the Promise of the Lomé Maritime](#) », *Policy Brief*, Institute for Security Studies, 21 octobre 2016.

L'adoption à Lomé (Togo), le 15 octobre 2016, d'une *Charte africaine sur la sûreté, la sécurité maritime et le développement en Afrique*, ou *Charte de Lomé*, se veut la réponse coordonnée du continent en vue de s'organiser et de coopérer contre la recrudescence de la piraterie, des vols à main armée et des trafics. Le document, signé par 31 États sur les 52 présents, est ambitieux. Il entend rassembler l'Afrique autour de dispositions contraignantes, afin d'harmoniser les mécanismes de lutte contre les principales causes de l'insécurité maritime, dont notamment la piraterie et la pêche illégale. Toutefois, si les États africains s'accordent pour coopérer et harmoniser leur législation, certains, trouvant la charte intrusive, entendent poser des limites à l'échange d'information d'intérêt maritime et à fortiori de renseignements. Tout l'enjeu de la charte réside désormais dans son application, comme le souligne l'Institut d'études de sécurité africain (ISSA). Or de grandes nations maritimes se sont jusqu'à présent abstenues de la signer, telles que l'Afrique du Sud, l'Égypte ou le Cameroun. 15 ratifications sont nécessaires pour que le texte entre en vigueur dans un délai d'un mois. Un comité spécifique a été créé afin de veiller à la mise en œuvre de la Charte et de recommander des actions pour son suivi.

Ulrich TROLLE SMED, « [Maritime Security and Development in Africa](#) », *Policy Report*, Center for Military Studies, Université de Copenhague, 2016, 46 p.

Il existe une importante littérature sur l'articulation entre sécurité, paix et développement. La transposition au domaine maritime du principe qui lie sécurité et croissance a été moins étudiée. C'est pourquoi il faut saluer le travail de réflexion engagé par le Centre d'études militaires de l'Université de Copenhague sur la relation sécurité maritime et développement en Afrique. Il n'est pas surprenant qu'à l'heure de la maritimisation croissante des économies, le Danemark, siège de la compagnie *Maersk* (premier transporteur

maritime mondial), s'intéresse à ces problématiques. Pour les auteurs, ce qui se joue tient à la capacité des États africains à contrôler leurs espaces marins et leurs ressources et à protéger les communautés qui en dépendent (pêcheurs, transporteurs et autres usagers de la mer) contre toute forme de violences illégitimes. Ces dernières, piraterie, pêche illégale, trafics, dommages environnementaux ou terrorisme, intentées par des acteurs étatiques ou sous-étatiques, nécessitent une approche globale impliquant étroitement communauté internationale et États riverains, moyens civils, militaires et policiers. La sécurisation des espaces maritimes et la promotion de l'économie bleue sont ainsi intimement liées. Toutefois, renforcer la gouvernance maritime des États africains commence à terre par le biais d'actions multiformes et multisectorielles. Il s'agit par exemple de lutter contre les méfaits de l'argent sale en mettant en place des mécanismes de lutte contre les circuits financiers illégitimes, la corruption et la culture d'impunité qui la génère. Il faut également accompagner le développement des communautés locales dépossédées de leurs moyens de revenus légitimes, liés à la pêche, au tourisme et à l'économie durable.

Marianne PÉRON-DOISE

## DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

Julien BERTRAND *et al.*, « [Socialisations masculines, de l'enfance à l'âge adulte](#) », *Terrains & travaux*, 2:27, 2015, 190 p.

Ce numéro thématique de la revue *Terrains & travaux* est dédié à la question de la socialisation masculine. Dans un climat de polémiques médiatiques et politiques (passablement) erronées sur ladite « théorie du genre », ce numéro thématique propose de faire le point sur la question des processus différenciés de socialisation et d'apprentissage des masculinités. Le dossier rassemble sept contributions originales, dont une spécifiquement dédiée à l'entraînement militaire et à la fabrique sexuée du corps du soldat. Cet article, tiré de la thèse de Jeanne TBOUL, offre un aperçu concret sur ce que *devenir un militaire* veut dire. En sus, la traduction commentée et discutée de l'article de R.W. CONNELL et J.W. MESSERSCHMIDT, « Faut-il repenser le concept de masculinité hégémonique ? », conclut le dossier. Ce numéro a fait l'objet d'une présentation et d'une discussion critique dans le cadre d'une journée d'étude le 23 septembre à l'INED.

Mathias THURA

## ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Motoko RICH, « [Japanese Government Urges Another Increase in Military Spending](#) », *New York Times*, 30 août 2016.

Cet article donne des points d'éclairage sur les nouvelles orientations concernant la politique de défense japonaise, et notamment le passage d'une position défensive à offensive. Les domaines clés de ces réformes concernent l'acquisition de ses équipements de défense et les opérations des forces japonaises d'autodéfense. Ainsi, la volonté japonaise est de renforcer sa Base industrielle et technologique de défense (BITD) au profit d'un outil de défense solide avec le développement en parallèle de coopérations internationales.

Depuis janvier 2014, un dialogue franco-japonais « 2+2 » est instauré, entre les ministres des Affaires étrangères et de la Défense, relatif aux questions stratégiques et de défense. Le dialogue a donné lieu à la signature d'un accord intergouvernemental sur le transfert des équipements et des technologies de défense permettant la mise en œuvre de projets concrets de coopération, en y incluant le domaine des systèmes de drones. Le dernier salon Euronaval a été certainement un point de rencontre privilégié pour entretenir le partenariat franco-japonais. Il est important de noter la toute première participation japonaise à ce salon au sein des trente-quatre pays représentés parmi les exposants français et étrangers. Leur présence trouve sens du fait de la levée de l'interdiction d'exporter ses équipements de défense datant de la fin des années 1960. Le gouvernement japonais conduit depuis le printemps 2014 une nouvelle politique qui s'apparente à une réelle volonté de normalisation, en termes de compétitivité et d'innovation de son industrie de défense.

Océane ZUBELDIA

[Research Paper Presentations](#), 23<sup>rd</sup> *World Energy Congress*, Istanbul, 10 octobre 2016.

La publication du *World Energy Congress 2016 research papers* est l'occasion de s'intéresser aux nouveaux développements scientifiques du monde de l'énergie, aussi bien dans ses aspects scientifiques que géopolitiques. Trois grands axes peuvent être identifiés, sans discrimination de domaine scientifique : les développements dans les dispositifs d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, les politiques et

pratiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et les stratégies multi-acteurs de sécurité énergétique.

Au niveau régional, la Turquie étant le coorganisateur et les universités turques le principal évaluateur scientifique, une surreprésentation des problématiques de la zone Caucase, Proche et Moyen Orient est à relever. La problématique des prix du pétrole – et donc du gaz – a ainsi donné lieu à de nombreux travaux sur les questions de changement de modèle énergétique ou de rationalisation des productions dans les pays producteurs, du Golfe en particulier. L'Europe était également bien représentée avec des articles sur les questions technologiques, liées aux énergies vertes aussi bien qu'aux développements du marché du gaz naturel liquéfié. Au niveau des énergies elles-mêmes, toutes étaient abordées, à la notable exception du nucléaire, mais en incluant le charbon. Ce dernier était en effet analysé par plusieurs acteurs, notamment turcs, signe de la volonté des centres de recherches et entreprises du pays de ne pas mettre cette ressource totalement de côté.

La diversité des nationalités et des profils des auteurs des différentes contributions permet ainsi de faire apparaître les grandes lignes de la recherche dans le domaine énergétique qui n'est pas unifiée autour d'une seule science mais éclatée en de multiples orientations et disciplines. La multiplicité des approches que l'on retrouve au sein de cette publication d'environ 80 contributions, démontre la vivacité de la recherche ainsi que la diversité des approches puisque, malgré la tendance internationale à la promotion des énergies vertes, aucune piste ne semble abandonnée dans la communauté scientifique.

Nicolas MAZZUCCHI

## AFRIQUE

Colin ROBINSON, « [Revisiting the Rise and Fall of the Somali Armed Forces, 1960-2012](#) », *Defense & Security Analysis*, 32:3, 2016, p. 237-252.

Une partie des études sur la guerre en Somalie aborde l'histoire des forces armées nationales et plus spécifiquement de son armée. Deux problématiques reviennent depuis l'indépendance du pays. D'une part, la poursuite d'une politique irrédentiste qui conduit à la chute du régime de Siad Barre et aux divisions claniques dans le pays ; d'autre part, la renaissance de l'armée somalienne au 21<sup>e</sup> siècle. Cet article s'inscrit

dans cette seconde démarche et analyse la renaissance incertaine de l'armée somalienne depuis 2008. L'aide internationale s'est concentrée sur Mogadiscio, mais les succès pour reconstruire une véritable armée nationale sont relatifs. Les perspectives d'avenir sont incertaines mais l'auteur souligne tout de même quelques signes d'espoir.

Sonia LE GOURIELLEC

## MOYEN-ORIENT

Nicolas PELHAM, « [In Saudi Arabia: Can It Really Change?](#) », *The New York Review of Books*, 13 octobre 2016.

L'auteur croise la lecture de quatre ouvrages récemment parus sur l'Arabie saoudite (T. MATTHIESEN, P. MENORET, P. AARTS et C. ROELANTS et S. ROSS VALENTINE) et son expérience de terrain dans le royaume, pour livrer une analyse dynamique sur le paradoxe d'un pays dont la doctrine wahhabite n'est en réalité jamais parvenue à imposer l'image uniforme du pays pourtant perçue comme telle à l'extérieur. L'hétérogénéité des régions et populations (pratique des rituels chiites et soufis en dépit des interdits) ou encore les défis posés par une société majoritairement très jeune, ultra connectée et consumériste, sont à contre-courant d'une doctrine wahhabite totalisante, censée proscrire toute influence extérieure et mise en échec. Sortir le royaume de son addiction au pétrole, transformer l'économie par un vaste mouvement de privatisations, introduire des espaces de loisirs publics et promouvoir le tourisme figurent parmi les projets de réforme du royaume que porte le jeune vice-prince héritier Mohammed Bin Salman. Tout en demeurant adepte d'une gouvernance autoritaire absolue, il promet le réexamen de la doctrine wahhabite.

Jihad YAZIGI, « [Pourquoi la décentralisation est indispensable à la paix en Syrie ?](#) », *Policy Brief*, septembre 2016, 14 p.

Ce *Policy Brief*, qui a donné lieu à une table ronde le 19 octobre à Paris (ECFR), met l'accent sur la dynamique des forces locales. Celles-ci ont gagné en légitimité et savoir-faire durant les cinq années du conflit syrien. Il préconise le principe d'une décentralisation allant de pair avec un État central dans la perspective post-conflit, sachant que la fragmentation du territoire et la division de la société n'auraient pas altéré l'attachement des Syriens à l'unité de la nation et à la

tradition d'un État fort. Il a donné lieu à des discussions stimulantes sur la refondation de la Syrie de l'après-guerre.

Fatiha DAZI-HÉNI

Thierry KELLNER et Mohammad-Reza DJALILI, « [Où va l'Iran ?](#) », *IRIS*, octobre 2016, 9 p.

Thierry KELLNER (maître de conférences au Département de science politique de l'Université libre de Bruxelles) et Mohammad-Reza DJALILI (professeur émérite à l'Institut des hautes études internationales de Genève) publient un entretien à deux voix de huit pages consacré aux relations entre l'Iran et l'Asie sous la forme d'un Focus n°2 du programme Asie de l'IRIS. Leur réflexion tourne essentiellement autour des relations sino-iraniennes et de la nouvelle place de la Chine au Moyen-Orient. Cette étude détaille les relations de longue date entre l'Iran et la Chine, concluant que Téhéran dispose d'un véritable « *soft power* conséquent et varié », qui s'exprime beaucoup plus facilement en direction de l'Asie que du Moyen-Orient, de l'Afrique ou de l'Amérique latine.

Felix LEGRAND, « [En Syrie : La stratégie de Jabhat al-Nusra / Jabhat Fath al-Sham face aux trêves](#) », *NORIA*, 2 octobre 2016.

Le réseau international *NORIA* de chercheurs en relations internationales vient de publier l'étude détaillée de Félix LEGRAND, diplômé de Sciences Po Paris, cofondateur de l'ONG « Initiative for a New Syria » et membre (2013-2015) du think tank « Arab Reform Initiative », sur « La stratégie de Jabhat al-Nusra / Jabhat Fath al-Sham face aux trêves en Syrie ». L'auteur, qui se fonde sur ses observations de terrain, montre comment, en mêlant pragmatisme et intransigeance révolutionnaire, Jabhat al-Nusra (aujourd'hui Jabhat Fath al-Sham) a su tirer profit de l'échec de la stratégie de désescalade militaire imposée à la fois par la communauté internationale et le régime. Alors que les trêves devaient avoir pour effet de briser le lien de dépendance militaire entre l'opposition armée et les groupes jihadistes, Jabhat al-Nusra est parvenu à poursuivre son ancrage au sein du mouvement révolutionnaire syrien.

Yaakov AMIDROR, « [Tip of the Iceberg: Russian Use of Power in Syria](#) », *Perspectives Paper*, 371, *Begin-Sadat Center for Strategic Studies (BESA)*, 9 octobre 2016.

Le *BESA* vient de publier une étude très intéressante consacrée à l'usage de la force en Syrie par la Russie.

Réalisée par le général en retraite Yaakov AMIDROR, ancien conseiller à la sécurité nationale au sein de plusieurs gouvernements israéliens, elle analyse les différentes phases de la montée en puissance de la Russie en Syrie et déchiffre le mode opératoire de ses forces armées, démontrant comment le Kremlin utilise ce champ de bataille pour faire la démonstration de ses capacités militaires retrouvées, tant pour tenter de dissuader l'OTAN et les États-Unis de pratiquer l'escalade en Europe que pour tenir à distance la Chine. La partie la plus intéressante de l'étude consiste en l'analyse des relations pragmatiques entre Israël et la Russie, notamment dans la manière dont les forces armées des deux pays interagissent en Syrie. Pour l'auteur, qui se montre conciliant vis-à-vis de la Russie, il ne s'agit ni d'une alliance en bonne et due forme, ni d'un partenariat, mais d'un accord de coordination permettant d'éviter les incidents. Cette dernière assertion est à lire au prisme d'incidents du début de l'année 2016 au cours desquels des batteries de défense sol-air russes avaient tiré à deux reprises sur des chasseurs bombardiers israéliens.

**Pierre RAZOUX**

## RUSSIE

Jeffrey LEWIS, « [The United States and Russia Are Prepping for Doomsday](#) », *Foreign Policy*, 7 octobre 2016.

Dans cet article au titre alarmiste, Jeffrey LEWIS revient sur les implications de la rupture de l'accord russo-américain sur le plutonium militaire. Décidée de manière unilatérale, par un décret du président russe au début du mois d'octobre 2016, cette suspension met fin à toute coopération en matière de réduction des armes nucléaires, sans pourtant constituer un tournant, puisque les négociations achoppaient de longue date sur la question de la méthode d'élimination du plutonium. Pour plus d'informations sur les raisons de cet échec, LEWIS renvoie à l'article ci-dessous.

Pavel PODVIG, « [Can the US-Russia Plutonium Disposition Agreement Be Saved?](#) », *Bulletin of the Atomic Scientists*, avril 2016.

Affilié à l'Institut pour la recherche sur le désarmement des Nations unies, ainsi qu'au *Program on Science and Global Security* de l'Université de Princeton, Pavel PODVIG poursuit ses recherches depuis Genève où il anime un projet de recherche sur les forces

nucléaires russes. Il tient à jour un [site internet](#) très complet et disponible en russe et en anglais, après avoir édité un ouvrage collectif sur le sujet (*Russian Strategic Nuclear Forces*, MIT Press, 2004). Il comporte d'importantes archives, un moteur de recherche, des fiches de renseignements précises sur les forces et les armes nucléaires russes, ainsi qu'un blog offrant des éclairages sur l'actualité.

**Céline MARANGÉ**

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE

### L'Algérie : puissance régionale

*Questions internationales*, 81, La documentation Française, septembre-octobre 2016, 136 p.



Les défis sécuritaires et économiques actuels obligent l'Europe et l'Hexagone à regarder toujours plus vers le sud et notamment vers l'autre rive de la Méditerranée. Dans ce contexte, l'Algérie fait figure de passage obligé malgré son cortège de fantasmes, de crispations et de doutes que résume Serge SUR : « Il est bien difficile en France de traiter de l'Algérie de manière totalement extérieure et dépassionnée ». Consciente de la mise en garde de son rédacteur en chef, c'est à cette tâche difficile que s'est pourtant attelée *Questions internationales*, puisqu'après « L'Iran : le retour » (n°77) et « Le réveil des frontières : des lignes en mouvement » (n°79-80), la revue s'intéresse à l'Algérie en tant que « puissance régionale » dans son numéro de rentrée.

Il s'agit ici d'interroger ce titre laconique et d'en dévoiler les enjeux : quel type de puissance le pays exerce-t-il ? Dans quelle région ou sous-région – Afrique, Méditerranée, Maghreb ? Ainsi, loin d'une démonstration univoque, les différents contributeurs établissent un diagnostic quant aux forces (stabilité, position clef) et faiblesses (risque de terrorisme, économie de rente, opacité du pouvoir, paralysie politique) de l'Algérie jusqu'à formuler progressivement une mise en garde. Face aux défis futurs, c'est le pa-

norama d'un pays paré des atouts de la puissance mais qui pâtit de maux chroniques – véritable gâchis – qui est dressé au lecteur.

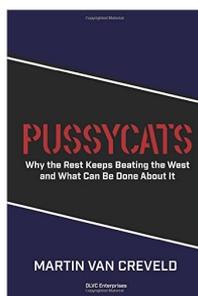
Les analyses développées au sein des dix articles du dossier principal bénéficient de l'apport de cartographies éclairantes et variées ainsi que de contributions multiples (« Pour aller plus loin ») qui traitent aussi bien de la question de la langue que de l'« improbable alliance entre l'armée et les oligarques ». La présence de diagrammes, de relevés statistiques et d'une bibliographie indicative finit d'aérer le propos. À l'inverse, si la compréhension nécessite un passage par l'Histoire, on peut regretter la trop grande place de cette dernière au détriment des analyses plus contemporaines et internationales.

*Questions internationales* répond néanmoins à son objectif, à savoir « dépasser les approches historiques, mémorielles ou polémiques pour considérer l'Algérie en elle-même et dans son environnement contemporain » par le biais d'une analyse rigoureuse. La revue confirme ainsi sa place entre magazine d'actualité et production scientifique, offrant au lecteur des clefs de compréhension de l'environnement géopolitique au Maghreb.

**Etienne DIGNAT**

***Pussycats, Why the Rest Keeps Beating the West and What Can Be Done About it***

Martin VAN CREVELD, DLVC Enterprises, 2016, 258 p.



Le nouvel ouvrage de l'historien et théoricien militaire israélien, Martin VAN CREVELD, présente son point de vue sur les raisons du déclin des armées occidentales. Ce phénomène résulte pour l'auteur, souvent critiqué pour ses propos assez tranchés et parfois provocateurs, du fait que l'on ne donne plus à l'armée les fonctions et les moyens de faire la guerre. C'est ainsi que les pays de l'OTAN, totalisant plus de deux tiers des dépenses militaires dans le monde et étant les plus avancés technologiquement, n'ont pas depuis la

guerre de Corée en 1953 remporté de victoire majeure face à des non-occidentaux et ont dû se replier dans la plupart des cas.

Tout d'abord, selon VAN CREVELD, ce déclin global des armées occidentales est le résultat de l'éducation donnée aux jeunes par les sociétés occidentales, qui les déresponsabilise et les rend de ce fait faibles et inaptes au combat. Ensuite, en incorporant massivement les femmes depuis les années 1980 à tous les niveaux au sein des forces armées, les autorités ont fait baisser les critères de sélection et le niveau global de performance des armées. À cela s'ajoutent la création d'une multitude de règles prônant la parité homme/femme, ainsi que le fait d'enlever aux soldats leurs privilèges et leur statut prestigieux d'autrefois, ce qui infantilise, humilie et rend inoffensifs les combattants. L'importance donnée aux troubles de stress post-traumatique les rend quasiment systématiques chez les soldats. Cela ne fait qu'affaiblir encore plus une armée déjà à genoux. Enfin la tendance actuelle à privilégier les droits des individus plutôt que leurs devoirs, ainsi que la remise en question, toujours plus grandissante, de la légitimité de la guerre, remet en cause l'existence même des forces armées ainsi que leur capacité à mener à bien leurs missions et leurs actions au combat.

**Coline DUCHÉ**

***Les relations Chine-Europe : à la croisée des chemins***

Katja BANIK, L'Harmattan, 2016, 143 p.



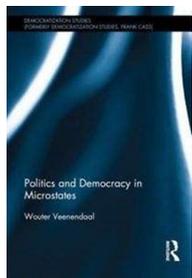
Katja BANIK évalue la position de l'Union européenne (UE) face à l'émergence de la Chine sur la scène internationale et du pivot américain vers l'Asie. L'auteure considère que l'UE a plusieurs atouts. Toutefois, pour être véritablement en mesure de contrebalancer le pouvoir de la Chine, l'UE doit consolider son rôle de puissance régionale avec une plus grande cohérence, clarté de ses politiques et cohésion interne. De plus,

elle doit prendre davantage ses responsabilités sur la scène internationale comme puissance globale normative, car malgré son ouverture économique, la Chine demeure une dictature avec une visée hégémonique. L'ouvrage s'articule en trois parties. L'auteure analyse la dynamique à la fois coopérative et conflictuelle au cœur des relations entre l'UE et la Chine. La Chine qui, selon Katja BANIK, dialogue avec l'UE tout en instrumentalisant les différentes positions, voire les divergences des États membres et les limites de la politique extérieure européenne (chapitre 1). Ensuite, l'auteure présente les défis internes du « système autoritaire et totalitaire à parti unique » de la Chine et les effets de sa politique étrangère, fondée sur une logique binaire « ami-enemi » et « gratifications-sanctions » ainsi que sur l'opposition des valeurs orientales et occidentales (chapitre 2). Enfin, elle identifie la stratégie que l'UE devrait adopter pour remédier à sa faiblesse et pour faire face aux enjeux posés par la Chine de manière à mieux se positionner dans la nouvelle gouvernance globale (chapitre 3).

**Chantal LAVALLÉE, Université de Montréal**

### ***Politics and Democracy in Microstates***

Wouter VEENENDAAL, Routledge, 2014, 223 p.



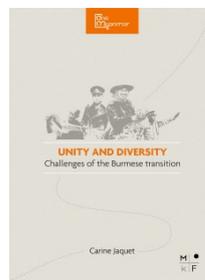
« Quelles sont les conséquences politiques de la taille d'un État ? » : telle est la question posée par le chercheur néerlandais Wouter VEENENDAAL. Le lien entre la taille de la population et la démocratie est un des plus vieux débats de la science politique. Les études quantitatives montrent que les petits États et les micro-États seraient, comparativement, plus enclins à développer des gouvernances démocratiques. « *Small is democratic* » semble un adage partagé depuis des siècles, des philosophes grecs à Rousseau en passant par Montesquieu. Aujourd'hui encore, les organisations internationales font la promotion des avantages de la petitesse et invitent les États en reconstruction après un conflit à des pratiques de décentralisation et de dévolution, afin de confier plus de pouvoirs et de

compétences politiques à des unités réduites. Pourtant, aucune hypothèse satisfaisante ne permet d'expliquer cette corrélation entre la taille et le caractère démocratiques d'un État. Au contraire, de plus en plus d'études de cas tendent même à l'infirmer en soulignant l'intensité des rivalités personnelles, de la corruption et du clientélisme dans les petits États. Il semble donc qu'il existe un écart entre la théorie suggérée par la recherche quantitative et la réalité constatée les travaux qualitatifs. Les institutions démocratiques des petits ou micro-États seraient une façade et la réalité démocratique de leur système politique doit être relativisée. D'après Wouter VEENENDAAL, cette énigme relève bien de l'approche méthodologique quantitative qui a été privilégiée jusqu'à présent pour étudier ce lien. Il propose ici une étude comparative de la nature des systèmes politiques dans quatre micro-États : San Marin, St Kitts et Nevis, les Seychelles et Palau. Il nous éclaire sur les réalités politiques de ces États présentés comme démocratiques. Si ces analyses peuvent s'avérer intéressantes pour des spécialistes de ces zones géographiques, en revanche le politiste ne s'étonnera pas des résultats de l'étude. Elles démontrent qu'une explication monocausale (la taille) ne permet pas d'expliquer le système politique même dans les micro-États. L'auteur démontre, sans surprise, que la situation géographique, l'histoire coloniale ou encore les relations internationales sont des variables essentielles. Néanmoins, on retiendra de cette étude les stimulants chapitres sur les débats théoriques et l'état de l'art.

**Sonia LE GOURIELLEC**

### ***Unity and Diversity Challenges of the Burmese transition***

Carine JAQUET, Mkf Editions, 2016, 106 p.



Dans *Unity and Diversity Challenges of the Burmese transition*, Carine JAQUET, chercheuse associée à l'IRASEC, analyse l'un des nombreux défis auxquels doit faire face le gouvernement birman, à savoir celui

de l'unification et de l'intégration d'une mosaïque de minorités ethniques et religieuses. « Véritable carrefour des civilisations », Carine JAQUET estime que le pays compte 135 groupes aux histoires, langues et cultures différentes. Or cette diversité revêt un réel potentiel déstabilisateur faisant donc peser de nombreuses incertitudes sur l'avenir politique du pays. Alors que le président Thein Sein a amorcé une transition démocratique sans précédent en Birmanie, Carine JAQUET propose au travers de ce livre un bilan des réalisations et échecs du gouvernement actuel.

Ainsi l'auteure annonce que trois ans après son introduction, le gouvernement Thein Sein a négocié des cessez-le-feu avec quatorze groupes armés. Pour autant, seuls huit d'entre eux ont accepté de signer un cessez-le-feu national. L'un des accords les plus emblématiques fut celui signé avec le groupe *National Karen Union* qui mit fin à soixante-trois ans de conflit avec l'État birman. Toutefois le gouvernement n'a pas encore soumis de plan acceptable de réinsertion des combattants. Par conséquent, Carine JAQUET estime que la confiance entre le gouvernement et lesdits groupes reste limitée et conditionnelle.

Après plus d'un demi-siècle de dictature militaire, Thein Sein a également mené des réformes de fond résultant en une amélioration des libertés d'expression et d'association et en une réduction significative du contrôle de la population. Les éléments laissent croire que les tensions vont diminuer et les relations interethniques s'améliorer. Toutefois, Carine JAQUET note avec inquiétude la montée de la xénophobie et plus particulièrement de l'islamophobie en Birmanie. Or les mesures prises par le gouvernement pour endiguer ce phénomène restent « symboliques ». Suite aux violences antimusulmanes de 2012, les membres de la communauté internationale ont été choqués par le manque de réactivité du gouvernement. L'auteure estime d'ailleurs que la position gouvernementale est peu claire et ambiguë notamment vis-à-vis des autres pays membres de l'ASEAN de confession musulmane. Or, sans solution durable et acceptable par tous, les violences à l'égard des musulmans ne sont pas près de s'arrêter sur le court terme.

Enfin, l'auteur conclut qu'il est temps pour Aung San Suu Kyi d'apporter une réponse crédible, globale et durable aux problématiques de cohabitation en appliquant le principe fédérateur « d'unité dans la diversité » défendu jadis par son père, le général Aung San.

Face au renforcement des fractures ethniques et reli-

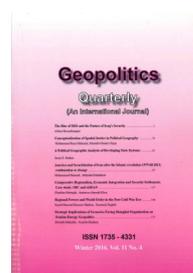
gieuses, il est désormais essentiel que la population birmane réapprenne l'essence du principe de tolérance. Ainsi, cela permettrait que le processus de réforme démocratique amorcé par Thein Sein soit véritablement inclusif.

Publié en mai 2016, l'ouvrage de Carine JAQUET n'aborde pas les issues de la conférence pour la paix ethnique de Panglong qui s'est tenue au mois de septembre 2016. Pour autant, au-delà de l'étude du contexte historique birman, le livre de Carine JAQUET contient de nombreux éléments d'analyse qui permettent aux lecteurs novices de l'Asie du Sud-Est d'appréhender les défis du gouvernement Thein Sein.

**Canelle BEUZE**

### **Geopolitics Quarterly**

Iranian Association of Geopolitics, 11:4, hiver 2016, 201 p.



Les revues académiques traitant de questions internationales et géopolitiques sont suffisamment rares au Moyen-Orient pour que l'on s'attarde sur la dernière livraison de la revue iranienne trimestrielle *Geopolitics Quarterly* publiée en anglais par l'Association iranienne de géopolitique qui travaille en étroite association avec l'Université Tarbiat Modares de Téhéran. Celle-ci contient sept articles académiques de thèmes variés. Si trois d'entre eux sont consacrés plutôt aux questions liées à la géographie humaine et à la science politique (« Conceptualization of Spatial Justice in Political Geography » ; « A Political Geographic Analysis of Developing State Systems » ; « Comparative Regionalism, Economic Integration and Security Settlement – A Case study : OIC and ASEAN »), quatre autres abordent clairement la dimension géopolitique (« The Rise of ISIS – The Future of the Middle East and Iraq's Security » ; « America and Securitization of Iran after the Islamic Revolution – Continuation and change » ; « Regional Powers and World Order in the Post Cold War Era » ; « Strategic Implications of Scenarios Facing

Shangai Organization on Iranian Energy Geopolitics »). Ce dernier article, signé par Mostafa SALIMIFAR et Fazaleh KHADEM (deux universitaires rattachés à l'Université Ferdowsi de Mashad) est particulièrement intéressant en ce qu'il permet de mieux percevoir la stratégie énergétique iranienne globale. Cette revue, qui ouvre ses pages à des chercheurs occidentaux (Jason STRAKES – chercheur américain rattaché à l'Université de Tbilissi en Géorgie – pour ce numéro), offre le très grand intérêt de présenter la vision d'universitaires iraniens, dont certains sont d'anciens militaires ou diplomates, sur des questions géopolitiques qui nous concernent. Bien sûr, elle contient nombre de figures de style convenues sur le plan politique, mais elle permet d'écouter un autre son de cloche, parfois étonnamment proche du nôtre, et de regarder « de l'autre côté de la colline » pour reprendre une expression militaire bien connue.

Pierre RAZOUX

**29 novembre : colloque international OÙ va l'Iran ?**



Ce colloque, co-organisé par l'IRSEM, l'Université Paris VIII et l'Institut français de géopolitique (IFG), se tiendra à l'École militaire.

**1<sup>er</sup> décembre : table ronde Seizing the Motivations of Contemporary Military Interventions**

La table ronde sera organisée par l'IRSEM, à l'amphithéâtre Moore de l'École militaire de 17h30 à 19h30, avec Peter VIGGO JAKOBSEN (Royal Danish Defense College), Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER (IRSEM), Nadav KEDEM (CERI Sciences Po), Alice PANNIER (IRSEM), Stefano RECCHIA (Cambridge University) et Olivier SCHMITT (Center for War Studies, Université du Danemark du Sud).

**2 décembre : table ronde sur la sociologie militaire**

À l'occasion de la présentation des ouvrages de Christophe LAFAYE (*L'armée française en Afghanistan*), de Said HADDAD (*Les armées dans les révolutions arabes : positions et rôles*), et de Claude WEBER (*Les femmes militaires*), l'IRSEM organise une table ronde sur la sociologie militaire.



**5-7 décembre : colloque international NATO Nuclear Deterrence After the Warsaw Summit**

Ce colloque, co-organisé par l'IRSEM, le Collège de Défense de l'OTAN et la Direction de la politique nucléaire de l'OTAN, se tiendra au Collège de Défense de l'OTAN à Rome.



**À VENIR**



**Étude n°46 « Les États-Unis au Moyen-Orient : évolutions et perspectives stratégiques »**, sous la direction d'Antoine COPPOLANI et de Pierre RAZOUX.

**16 novembre : séminaire Jeunes Chercheurs**



Le prochain séminaire des Jeunes Chercheurs se tiendra le mercredi 16 novembre, exceptionnellement au Service historique de la défense, à Vincennes.